
1486^e réunion, 17 janvier 2024

1 Questions générales

1.7 Élection du (de la) Secrétaire Général(e) – Procédure

Le Secrétariat rappelle que le 18 octobre 2023 (1478^e réunion, point 1.7), les Délégués ont adopté le calendrier relatif à la procédure pour l'élection du (de la) Secrétaire Général(e). La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 janvier 2024.

Par lettre en date du 8 janvier 2024, les autorités belges ont informé la Présidente du Comité des Ministres et la Secrétaire Générale qu'elles proposent la candidature de M. Didier Reynders au poste de Secrétaire Général. Les lettres correspondantes et le curriculum vitae de M. Reynders figurent en annexe.

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte jusqu'à la date de son examen par le Comité des Ministres.

**ROYAUME DE BELGIQUE**

Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du Commerce extérieur,
et des Institutions culturelles fédérales

Mme Marija Pejčinović Burić

Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
STRASBOURG

Mme Dominique Hasler

Ministre des Affaires étrangères du Liechtensten
VADUZ

votre courrier du

vos références

nos références

Date

HL/DD

08/01/2024

à mentionner dans toute correspondance

Objet: Procédure de nomination de candidat(e)s aux fonctions de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe

Madame la Secrétaire Générale,
Madame la Présidente du Comité des Ministres,

J'ai l'honneur de me référer à la procédure de nomination de candidat(e)s aux fonctions de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe.

Au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique, j'ai l'honneur de présenter officiellement la candidature de M. Didier Reynders pour la fonction de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Je vous saurais gré de transmettre cette candidature au Comité des Ministres.

M. Didier Reynders dispose du profil idéal pour cette fonction.

M. Reynders occupe actuellement les fonctions de Commissaire européen à la justice, depuis décembre 2019. A ce titre, il est notamment en charge de garantir le respect de l'Etat de droit dans l'Union européenne. Dans ce contexte, il a travaillé en coopération étroite avec le Conseil de l'Europe tout au long de son mandat de Commissaire.

Il est à ce titre fortement engagé en soutien à l'Ukraine, tant sur les questions de responsabilité pour les crimes internationaux commis dans ce conflit, que dans le respect des mesures restrictives de l'Union, ou encore dans le soutien à la reconstruction de l'Ukraine.

Auparavant, le Commissaire Reynders a occupé plusieurs fonctions ministérielles de premier plan au sein du gouvernement fédéral belge, de 1999 à 2019. Il a notamment été Ministre des Finances de 1999 à 2011, puis Ministre des Affaires étrangères et européennes de 2011 à 2019. De 2004 à 2019, il a par ailleurs occupé la fonction de Vice-Premier Ministre. En 2019, il a aussi été Ministre de la Défense.

Je suis convaincue que l'expérience de Didier Reynders au niveau national et international, son engagement en faveur de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux, ainsi que son solide réseau, font de lui un candidat de très grande qualité. Sa vision politique axée sur les valeurs, et ses talents de négociation et de communication, constituent autant d'atouts dont pourrait bénéficier le Conseil de l'Europe.

Veuillez trouver en annexe à ce courrier la lettre de candidature de M. Reynders ainsi que son curriculum vitae.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Présidente du Comité des Ministres, l'assurance de ma plus haute considération.



Hadja Lahbib



Par la présente, je souhaite vous faire part de ma candidature au poste de Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Fort de l'expérience acquise au cours de ma carrière, je suis déterminé à contribuer à la défense des valeurs de l'organisation, à son orientation stratégique et à son rayonnement en Europe et dans le monde.

A Reykjavik, en 2023, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à renforcer le rôle du Conseil de l'Europe dans l'architecture multilatérale européenne et la gouvernance mondiale. Dans un contexte géopolitique marqué par de nombreux défis et de multiples crises régionales et mondiales, dont l'agression russe contre l'Ukraine, et où des valeurs comme l'Etat de droit sont remises en cause, l'action du Conseil de l'Europe pour les droits humains, la démocratie et l'Etat de droit est plus essentielle que jamais.

Mon expérience comme Vice-Premier Ministre belge et comme Ministre successivement en charge des Finances, des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, puis comme Commissaire européen à la justice, m'a permis d'acquérir une connaissance approfondie des enjeux multilatéraux et de développer un réseau de haut niveau. Je dispose de compétences solides en matière de négociations intergouvernementales, comme j'ai pu le montrer lorsque j'ai présidé l'Eurogroupe au moment de l'introduction de l'euro, ou le Conseil ECOFIN en 2001 puis en 2010.

En tant que Commissaire européen en charge du respect de l'Etat de droit, j'ai eu à cœur de promouvoir une approche basée sur le dialogue et l'égalité de traitement entre États. Alors Ministre des Affaires étrangères et européennes, j'ai proposé en 2016 la mise en place d'une évaluation par les pairs de la situation de l'Etat de droit dans chaque Etat membre de l'Union. Le rapport annuel sur l'Etat de droit, publié par la Commission depuis mon entrée en fonction, encourage les réformes et permet un tel dialogue. Dans ce cadre, je travaille en étroite coopération avec le Conseil de l'Europe, et notamment avec la Cour européenne des droits de l'homme, la Commission de Venise et le GRECO. Le rapport annuel sera élargi en 2024 aux États candidats les plus avancés dans leurs négociations d'adhésion à l'Union. Par ailleurs, mon travail relatif à la protection des données personnelles ou à la mise en place de règles éthiques en matière d'intelligence artificielle s'inscrivent dans la défense des droits et de la dignité de chacun.

L'agression russe contre l'Ukraine rappelle l'importance d'un ordre international fondé sur le respect du droit. Comme Commissaire européen à la justice, je me suis pleinement engagé pour que les crimes internationaux ne restent pas impunis, mais aussi pour que la Russie soit amenée à contribuer aux efforts de reconstruction. Je serais honoré de poursuivre cet engagement en soutien à l'Ukraine en tant que Secrétaire général.

Ayant eu l'opportunité de diriger successivement en Belgique le département des finances, la diplomatie et la défense, puis actuellement la Direction générale justice et le service d'audit interne de la Commission européenne, j'ai fait preuve de leadership, assisté par des équipes de grande qualité, dans des contextes multiculturels et internationaux. Au cours de ma carrière politique nationale et européenne, j'ai pu mettre à profit mes capacités à négocier avec des interlocuteurs de haut niveau et à communiquer auprès de larges audiences, en français comme en anglais.

Je souhaite renforcer le rôle du Secrétaire général, et ses relations avec le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire. Mon ambition est de travailler étroitement avec ces deux instances, par un échange d'informations et une coordination accrus. Il m'importe aussi de promouvoir les synergies entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne au plus haut niveau, tout en préservant le système unique propre au Conseil de l'Europe auquel l'Union européenne doit adhérer.

Je veux être un Secrétaire général ambitieux et rassembleur, garant du respect de la diversité et de la défense de nos valeurs communes

Didier REYNDERS

Didier REYNDERS



Fonctions actuelles : Commissaire européen à la justice, en charge de l'Etat de droit, de la protection des consommateurs, de la protection des données et du service d'audit interne de la Commission

Fonctions gouvernementales antérieures : membre du gouvernement fédéral belge du 12 juillet 1999 au 30 novembre 2019

- Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales (octobre 2014 – novembre 2019), ainsi que de la Défense (décembre 2018 – novembre 2019)
- Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes (2011 - 2014)
- Vice-Premier Ministre (18 juillet 2004 – 30 novembre 2019)
- Ministre des Finances (1999 - 2011), ainsi que Ministre en charge de la Régie des Bâtiments (2003 - 2011), Ministre des Réformes institutionnelles (2004 - 2011), Ministre en charge de la Loterie Nationale et de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et des entreprises d'assurances (2007 - 2011)
- Président de l'Ecofin (juillet - décembre 2001 / juillet - décembre 2010)
- Président de l'Eurogroupe (2001)
- Président du G10 réunissant les principaux Etats créanciers (2002)
- Membre du G7 (2001)

Activités politiques

- Président du Mouvement Réformateur (MR) (2004 - 2011)
- Membre du bureau et Vice-président de l'Internationale libérale (2005 - 2011)
- Président du groupe libéral PRL FDF à la Chambre des Représentants (1995 - 1999)
- Député à la Chambre des Représentants (1992-1999)
- Président de la Régionale bruxelloise du MR (2013 - 2019)
- Conseiller communal et Chef du groupe MR au Conseil communal de la Commune d'Uccle (2012-2018)
- Président de la Fédération provinciale et de l'Arrondissement de Liège du MR (1995 - 2004)
- Chef du groupe MR au Conseil communal de la Ville de Liège (1995 - 2012)
- Conseiller communal à Liège (1988 - 2012)
- Chef de Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles Jean Gol (1987 - 1988)

Fonctions académiques

- Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles (2017 - 2019)
- Maître de conférences invité à la Louvain School of Management – Université catholique de Louvain (2007 - 2019)
- Professeur invité – HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège (2005 - 2017)
- Chargé de cours/ Professeur invité aux Hautes Etudes commerciales de Liège (1989 - 2004)

Autres activités

- Président de la Société Nationale des Voies aériennes (1991 - 1993)
- Président de la Société Nationale des Chemins de fer Belges (SNCB) (1986 - 1991)
- Directeur général au département des pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne (1985 - 1988)
- Avocat (1981 - 1985)